

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
et des Affaires Economiques

**INSTRUCTION N° 59-110 - B 3**  
du 22 JUIN 1959

CLASSEMENT  
**B 3**

DIRECTION  
de la  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :  
**316 TM - 120 TOM**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_  
n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_  
n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_  
n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_

**APPLICATION DE LA LOI N° 57-187 DU 16 FÉVRIER 1957  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE L 241 DU  
CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES  
VICTIMES DE LA GUERRE, RELATIF AU DROIT A  
PENSION DES ORPHELINS DE STATUT CIVIL PERSONNEL**

DOCUMENT A ANNOTER  
néant

- 1 - La loi n° 57-187 du 16 février 1957 (1), dispose par son article premier que les paragraphes 2° et 3° de l'article L 241 du Code des pensions militaires d'invalidité et des Victimes de la guerre sont supprimés et, par son article 2, que cette suppression porte effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

L'objet de cette modification de l'article L 241 a été d'uniformiser le droit à pension des orphelins tributaires du Code des pensions militaires d'invalidité et des Victimes de la guerre, quel que puisse être le statut civil personnel des intéressés et en conséquence, *de relever de 18 à 21 ans ou, pour les orphelines mariées avant l'âge de 18 ans, de la date du mariage à 21 ans, la limite d'âge spécialement fixée par le Code des pensions pour certaines catégories d'orphelins de statut civil personnel.*

(1) Journal Officiel du 20 février 1957, page 1987.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	RF	P	TGA	TGM
TGT	RFA	TOM	CLV	PY	TGS	PGA	

DIFFUSION  
**P**

- 2 - La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables les modalités d'application des dispositions de la loi du 16 février 1957 qui ont fait l'objet, à l'intention des services relevant du Ministère des Anciens Combattants, de la circulaire de ce Département n° 0455.C.S. du 7 octobre 1958.

**§ I. — CHAMP D'APPLICATION, DATE D'EFFET ET BENEFICIAIRES  
DE LA LOI DU 16 FEVRIER 1957**

- 3 - La loi du 16 février 1957, en supprimant les paragraphes 2° et 3° de l'article L 241 du Code, a essentiellement pour objet d'étendre à certaines catégories d'orphelins relevant d'un statut civil personnel les règles de droit commun qui régissent le droit à pension des orphelins de militaires et de victimes civiles de la guerre d'origine métropolitaine, c'est-à-dire de statut civil français et de leur permettre ainsi de bénéficier de la pension jusqu'à l'âge de 21 ans.
- 4 - Ce texte s'applique :
- 1° — Directement, aux orphelins des militaires ou marins autochtones musulmans originaires de l'Algérie ou aux nationaux de la Tunisie et du Maroc non naturalisés français et en application de l'article D 242 du Code aux militaires musulmans originaires des communes de plein exercice du Sénégal ;
  - 2° — En vertu des dispositions combinées de l'article L 241 et de l'article D 241, 2° alinéa, du Code, aux orphelins des militaires ou marins autochtones, originaires des territoires d'outre-mer au sens de l'article L 137 du Code, autres que ceux visés au paragraphe 1° ci-dessus ;
  - 3° — Par application des dispositions combinées de l'article L 241 et de l'article L 209, 1° alinéa, du Code, aux orphelins des victimes civiles de la guerre de même origine et ayant le même statut civil que les orphelins des militaires énumérés aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus.
- 5 - Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 février 1957 *prenant effet du 1<sup>er</sup> janvier 1957*, la nouvelle limite d'âge doit s'appliquer à tous les orphelins qui n'avaient pas atteint l'âge de 21 ans avant cette date. En conséquence, les bénéficiaires de la loi dont les droits fixés selon l'ancienne législation étaient arrivés à expiration à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1957 (c'est-à-dire les orphelins et les orphelines non mariées qui étaient âgés de 18 ans et plus à cette date, ainsi que les orphelines âgées de moins de 18 ans mais qui étaient mariées à cette date) ne peuvent bénéficier de la prorogation ou du rétablissement de leurs droits à pension que pour la période courue du 1<sup>er</sup> janvier 1957 à la veille du jour où ils ont atteint ou atteindront l'âge de 21 ans.

**§ II. — CONDITIONS D'APPLICATION DES DISPOSITIONS  
DE LA LOI DU 16 FEVRIER 1957**

- 6 - L'application de la nouvelle limite d'âge aux bénéficiaires de la loi du 16 février 1957 sera faite d'office, sans demande spéciale des intéressés, sauf dans les cas où la validité de la pension inscrite au Grand Livre de la Dette Publique, en tenant compte de l'ancienne limite d'âge de 18 ans, est déjà arrivée à expiration.



Cette application d'office incombera :

- 7 - a) *aux Directeurs des Anciens Combattants et à l'Administration Centrale liquidatrice :*
- lorsque la demande de pension d'orphelins aura été présentée postérieurement à la date de publication de la circulaire du Ministère des Anciens Combattants n° 0455 CS du 7 octobre 1958 ;
  - lorsque la demande présentée antérieurement à la date de publication de la circulaire n° 0455 CS n'aura pas encore donné lieu, à cette date, soit à un arrêté de concession ou une décision de rejet, soit à un arrêté interministériel confirmant ou modifiant une décision de concession prise par un Directeur des Anciens Combattants en application de l'article L 24 du Code ;
- 8 - b) *à la Direction de la Dette Publique (Service de la Dette Viagère - 6° bureau),* lorsque les orphelins dont la pension a fait l'objet d'une inscription au Grand Livre de la Dette Publique à la date d'intervention de la circulaire n° 0455 CS du 7 octobre 1958 se trouvent, en outre, dans l'une des situations précisées ci-après :
- orphelin ou orpheline non mariée dont la pension est en cours de validité et qui n'atteindront l'âge de 18 ans que postérieurement à la réception par les comptables payeurs de la présente instruction ;
  - orphelin ou orpheline non mariée ayant atteint l'âge de 18 ans ou orpheline mariée après l'âge de 18 ans dont le dernier terme échu de la pension d'orphelin, limité à la veille de cet âge, n'aura pas encore été perçu à la date de réception de la présente instruction ;
  - orpheline mariée avant l'âge de 18 ans, dont le mariage sera postérieur à la date de réception de la présente instruction ;
  - orpheline mariée avant l'âge de 18 ans, dont le mariage est antérieur à la date de réception de la présente instruction mais du chef de laquelle les derniers arrérages de la pension dûs sous l'empire de l'ancienne législation (c'est-à-dire les arrérages limités à la veille du remariage) n'ont pas encore été perçus.
- 9 - *Il résulte de cette énumération que l'application d'office des dispositions de la loi du 16 février 1957 incombera aux services de la Dette Publique, avec le concours des comptables payeurs dans les conditions qui sont précisées au § III ci-dessous, dans tous les cas où la pension, inscrite au Grand Livre de la Dette Publique (concession par arrêté ministériel ou interministériel, ou validation par arrêté interministériel au titre de l'article L 24 du Code) avec jouissance limitée à une date antérieure à celle à laquelle l'orphelin ou l'orpheline doit atteindre l'âge de 21 ans, sera toujours en cours de paiement ou dont les derniers arrérages arrêtés à la date prévue par l'ancienne législation (18 ans ou veille du mariage de l'orpheline) n'auraient pas encore été perçus à la date de réception de la présente instruction.*

### § III. — RÔLE DU COMPTABLE PAYEUR

- 10 - C'est aux comptables payeurs des pensions d'orphelins liquidées en application de l'article L 241 du Code et qui entrent dans l'une des catégories visées au § II, b) ci-dessus qu'il appartiendra de prendre l'initiative de faire procéder à la révision des droits des intéressés au regard des dispositions de l'article premier de la loi du 16 février 1957.



- 11 - A cet effet, dès qu'ils auront procédé au paiement du dernier coupon échu sur le carnet de quittances ou le Livret à coupons d'une pension d'orphelins inscrite au Grand Livre de la Dette Publique et liquidée sous l'empire de l'ancienne législation, c'est-à-dire dont la période de jouissance est limitée à la veille des 18 ans de l'orphelin ou de l'orpheline (ou, le cas échéant, à la veille du mariage de l'orpheline contracté avant l'âge de 18 ans), les comptables payeurs devront transmettre, sans délai, au comptable supérieur assignataire la fiche A de paiement et le carnet de quittances ou le Livret à coupons arrivé à expiration en signalant qu'il convient de faire application des dispositions de la loi du 16 février 1957.
- 12 - Il en sera ainsi chaque fois :
- que la période de jouissance de la pension, fixée sous l'empire de l'ancienne législation, sera expirée ;
  - que la période de jouissance de la pension n'étant pas expirée aux termes de la législation précédemment applicable, tous les coupons du carnet de quittances ou du Livret à coupons auront été utilisés.
- 13 - Bien entendu, les comptables n'auront aucune initiative à prendre pour l'application de la loi du 16 février 1957 dans les cas visés au § II, a) ci-dessus dont l'examen relève de la compétence exclusive des Directeurs des Anciens Combattants et de l'Administration centrale liquidatrice.

#### § IV. — RÔLE DU COMPTABLE SUPÉRIEUR ASSIGNATAIRE ET DE LA DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE

- 14 - Au reçu de la fiche A de paiement et du carnet de quittances ou du Livret à coupons, le comptable supérieur assignataire, après avoir fait joindre à ces documents la fiche B qu'il détient, transmettra l'ensemble à la Direction de la Dette Publique, Service de la Dette Viagère, 6<sup>e</sup> bureau — Gestion — 23 bis, rue de l'Université à PARIS-7<sup>e</sup>, pour application des dispositions de la loi du 16 février 1957.
- 15 - La Direction de la Dette Publique, saisie dans les conditions indiquées ci-dessus, prendra une décision ministérielle en vue de proroger les droits du bénéficiaire de la loi du 16 février 1957 jusqu'à la veille de la date à laquelle il atteindra l'âge de 21 ans.
- 16 - Au vu de la décision ministérielle de prorogation, un nouveau titre de paiement sera établi en tenant compte, s'il s'agit d'une orpheline mariée, du changement d'immatricule. Ce nouveau titre de paiement sera ensuite transmis au comptable supérieur assignataire à qui il incombera de faire procéder à la liquidation des arrérages et à la remise, par le comptable payeur, du brevet d'inscription et du carnet de quittances dans les conditions habituelles.
- 17 - *REMARQUE I.* — Dans l'hypothèse où une pension d'orphelin à laquelle la loi du 16 février 1957 est applicable est payée par l'un des Centres Régionaux des pensions de PARIS et de RENNES, il appartiendra au centre, dès qu'il aura procédé aux opérations de paiement du dernier terme échu limité soit à la veille de la date à laquelle l'orphelin ou l'orpheline a atteint l'âge de 18 ans, soit à la veille du mariage de l'orpheline contracté avant l'âge de 18 ans, de réclamer son brevet d'inscription, à l'intéressé afin de pouvoir le transmettre, accompagné de la fiche B de paiement, à la Direction de la Dette Publique pour application de la loi du 16 février 1957.
- 18 - *REMARQUE II.* — Ainsi qu'il est indiqué au § III, in fine, ci-dessus, les comptables n'ont pas à intervenir pour l'application de la loi du 16 février 1957 dans les cas où cette application incombe aux Directions des Anciens Combattants et à

L'Administration Centrale liquidatrice, que les intéressés aient ou non été mis en possession d'un titre d'allocation provisoire d'attente ou d'un titre de pension établi dans les conditions prévues à l'article L 24 du Code et qui n'aurait pas encore fait l'objet, à la date de réception de la présente instruction, d'un arrêté interministériel de confirmation.

- 19 - Toutefois, pour permettre aux Comptables Supérieurs assignataires de procéder, dans les conditions habituelles, à la vérification des titres d'allocation provisoire d'attente ou des décisions primitives de concession de pensions d'orphelins établis d'office, dans les cas prévus au § II, a) ci-dessus, par les Directions des Anciens Combattants pour l'application de la loi du 16 février 1957, il est signalé que deux hypothèses doivent être envisagées pour la détermination de la période de jouissance de la pension ou de l'allocation provisoire d'attente :

- 20 - a) L'orphelin ou l'orpheline n'a pas atteint l'âge de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1957, ou bien l'orpheline âgée de moins de 18 ans à cette date s'est mariée postérieurement au 31 décembre 1956.

Dans cette première hypothèse, la validité de la pension devant figurer sur les titres de paiement est fixée, sans solution de continuité, de la date d'ouverture du droit à pension jusqu'à la veille de la date où l'orphelin atteindra l'âge de 21 ans.

- 21 - b) L'orphelin ou l'orpheline a déjà atteint l'âge de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1957, ou bien l'orpheline âgée de moins de 18 ans à cette date s'est mariée antérieurement au 31 décembre 1956.

Dans cette seconde hypothèse, la validité de la pension devant notamment figurer sur les titres de paiement comportera une interruption allant de la limite d'âge fixée conformément à l'ancienne législation (c'est-à-dire de la date des 18 ans ou, pour les orphelines mariées avant cet âge, de la date du mariage) jusqu'au 31 décembre 1956, veille de la date d'application de la loi du 16 février 1957.

#### **§ V. — ORPHELINS DONT LE DROIT A PENSION EST EXPIRE AU REGARD DE LA LEGISLATION PRECEDEMMENT APPLICABLE**

- 22 - Les orphelins et orphelines titulaires d'une pension inscrite au Grand Livre de la Dette Publique et dont la validité au regard de l'ancienne législation est arrivée à expiration à la date de réception de la présente instruction devront formuler une demande spéciale pour bénéficier du rétablissement de leurs droits jusqu'à l'âge de 21 ans.

- 23 - Cette demande spéciale n'aura, toutefois, pas à être formulée lorsque la pension, bien qu'expirée, n'aura pas encore donné lieu au paiement des derniers arrérages puisque, dans ce cas et ainsi qu'il a été indiqué au § II, b) ci-dessus, il doit être procédé d'office, à la diligence du comptable payeur, à l'application de la loi du 16 février 1957.

- 24 - Devront, en outre, formuler une demande spéciale pour solliciter la révision de leurs droits, les orphelins et orphelines dont la demande initiale de pension aurait donné lieu à une décision de rejet fondée sur le fait que le postulant avait dépassé l'âge de 18 ans ou, s'il s'agit d'une orpheline, qu'elle se soit mariée avant l'âge de 18 ans.



- 25 - Les demandes formulées dans les cas qui font l'objet des paragraphes 22 et 24 doivent être souscrites sur des formulaires qui seront mis à la disposition des intéressés par les Directions des Anciens Combattants chargées d'instruire ces demandes et auxquelles les Comptables se borneront à renvoyer ceux des requérants dont la révision des droits au regard de la loi du 16 février 1957 n'est pas susceptible d'être provoquée d'office dans les conditions fixées par la présente instruction.

**§ VI. — INCIDENCE DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 16 FÉVRIER 1957  
SUR LES ÉLÉMENTS DE BASE DES PENSIONS  
ATTRIBUÉES AUX ORPHELINS D'UN MÊME LIT**

- 26 - Aux termes du § 1<sup>o</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa, toujours en vigueur, de l'article L 241 du Code des pensions, « Il n'y a pas de réversibilité entre les groupes qui représentent des lits différents ».

En conséquence, la prolongation du droit à pension d'orphelins jusqu'à l'âge de 21 ans ne peut avoir aucune incidence sur les droits à pension des veuves ou des orphelins d'autres lits dont la part de pension doit rester fixée conformément au § 1<sup>o</sup> de l'article L 241.

- 27 - Mais, *s'agissant d'orphelins d'un même lit*, l'application de la nouvelle limite d'âge à ceux d'entre eux qui peuvent bénéficier de la loi du 16 février 1957 peut, dans certains cas, entraîner des répercussions sur le montant (orphelins infirmes) mais, le plus souvent seulement sur le paiement de la pension ou de la part de pension qui leur a été attribuée.

Il en sera ainsi, notamment, dans le cas où les orphelins d'un même lit n'ont pas le même tuteur et que la pension ou la part de pension attribuée au groupe, a été répartie entre les orphelins proportionnellement au nombre d'orphelins de moins de 18 ans dont chaque tuteur avait la garde.

- 28 - *EXEMPLE* : Soit un groupe d'orphelins d'un même lit composé de deux orphelins Mohamed et Ahmed chacun confié à la garde d'un tuteur différent.

Lorsque Mohamed a atteint l'âge de 18 ans, Ahmed a vu sa part de pension s'accroître de celle qui était servie à Mohamed. Celui-ci recouvrant ses droits, jusqu'à l'âge de 21 ans par application de la loi du 16 février 1957, de nouveaux titres de pension devront être établis pour servir au règlement des arrérages à payer à chacun des tuteurs pour le compte des orphelins, la pension ou part de pension attribuée devant à nouveau être partagée en deux parties égales.

- 29 - La même situation peut se produire dans le cas où une orpheline du groupe s'est mariée avant l'âge de 18 ans et que sa part a bénéficié aux autres orphelins du groupe. La pension ou la part de pension doit faire l'objet d'une nouvelle division permettant à l'orpheline mariée de recouvrer la part qui lui revient.

- 30 - Dans les hypothèses envisagées, il a été admis qu'en principe, la division serait effectuée à compter de la dernière échéance payée sur la pension ou la part de pension à diviser.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**MALEPRADE.**

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_